



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

Arrêté du - 2 FEV. 2023

**portant renouvellement de l'autorisation d'exploiter la carrière de Baldersheim (68)
par la société Ganter Lavigne Extraction (G.L.E.)**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment le titre VIII du livre 1^{er} et le titre 1^{er} du livre IV ;

VU le code minier et les textes pris pour son application ;

VU le code des relations entre le public et l'administration, notamment son article L.121-1 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2515 (Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels) ;

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;

VU l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement ;

VU le schéma départemental des carrières du Haut-Rhin approuvé par l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2012 ;

VU le plan local d'urbanisme de la commune de Baldersheim dont la dernière modification a été approuvée le 20 mars 2017 ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2015 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhin-Meuse ;

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} juin 2015 portant approbation du Schéma d'Aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Ill-Nappe-Rhin ;

VU les actes préfectoraux antérieurs autorisant et réglementant l'exploitation de la carrière de Baldersheim (68) par la société Ganter Lavigne Extraction, dont notamment l'arrêté préfectoral n° 2006-160-13 du 9 juin 2006 qui autorise l'exploitation des installations du site de la carrière pour 16 ans ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 février 2021 portant prescriptions complémentaires à la société Ganter Lavigne Extraction pour sa carrière de Baldersheim (68) ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 juin 2022 prolongeant d'un an l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter le site de carrière de Baldersheim (68) du 9 juin 2006 ;

VU la demande de renouvellement de l'autorisation, datée du 19 avril 2021 et complétée le 24 mai 2022, de la société Ganter Lavigne Extraction dont le siège social est situé 150 rue de Pfastatt, 68260 KINGERSHEIM, pour notamment l'exploitation de la carrière de Baldersheim au lieu-dit « Wolfaecker », pour une durée de 10 ans sur un périmètre de 23 ha 44 a 55 ca ;

VU le courrier daté du 11 mai 2021 de la société Ganter Lavigne Extraction, transmettant au service des installations classées, l'étude historique, l'étude de stabilité (référéncée C.20.20473 indice 1 du 5/05/2021) et le plan d'action associé à la reconstitution des

banquettes périphériques de 10 mètres (Talus Est et Talus Ouest) en réponse à l'arrêté préfectoral du 4 février 2021 ;

VU le courrier daté du 22 décembre 2021 de la société Ganter Lavigne Extraction, transmettant au service des installations classées, l'état d'avancement de leur plan d'action associé à la reconstitution des banquettes périphériques de 10 mètres (Talus Est et Talus Ouest) ;

VU le rapport et les propositions en date du 21 octobre 2022 formulées par l'inspection des installations classées, notamment sur le caractère non substantiel des modifications d'exploitation décrites par la société Ganter Lavigne Extraction dans son dossier de demande de renouvellement ;

VU la participation du public par voie électronique organisée entre les 5 et 19 décembre 2022 ;

VU l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

Considérant que la demande présentée par l'exploitant consiste en un renouvellement pour une durée de 10 ans de l'autorisation d'exploiter une carrière sans extension du périmètre d'exploitation et sans modification de la vocation de la remise en état, en une diminution du volume annuel d'extraction moyen et maximal, en l'augmentation de la capacité de production de l'installation de traitement des matériaux sans toutefois dépasser le seuil de la déclaration de la rubrique 2515 auquel elle est actuellement soumise et en la prise en compte de la rubrique 2517-1 pour le stockage de produits minéraux soumise à enregistrement à la suite de la déclaration du bénéfice des droits acquis du 24 décembre 2013 émise par la société Ganter Lavigne Extraction ;

Considérant que le contenu de la demande de renouvellement présentée par la société Ganter Lavigne Extraction, en application de l'article R.181-49 du code de l'environnement, n'apporte pas de modifications substantielles aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont décrites dans le dossier de demande de renouvellement et dans ses annexes et telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et les inconvénients de la carrière et des autres installations pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'exploitation d'une carrière relève du régime de l'autorisation et que les dispositions prévues par l'exploitant sont de nature à pallier les risques et les nuisances éventuelles du site ;

Considérant que l'exploitation de la station de transit de produits minéraux non dangereux inertes relève du régime de l'enregistrement au titre des installations classées ;

Considérant que l'exploitation de l'installation de traitement des matériaux relève du régime de la déclaration au titre des installations classées ;

Considérant que la société Ganter Lavigne Extraction dispose des capacités techniques et financières suffisantes pour exploiter la carrière et les autres installations et pour remettre le site en état après la fin de l'exploitation ;

Considérant que la demande est compatible avec les objectifs et avec les orientations du schéma départemental des carrières du département du Haut-Rhin ;

Considérant que la demande est compatible avec les orientations et les dispositions des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux des parties françaises des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse ;

Considérant que la durée d'exploitation sollicitée de 10 ans par la société Ganter Lavigne Extraction dans son dossier de demande de renouvellement du 19 avril 2021 susvisé concerne 9 années d'extraction et une année pour finaliser les travaux de remise en état, que dans le cadre de la durée d'exploitation du site le demandeur a fixé sa production d'extraction annuelle moyenne à 220 000 tonnes et sa production d'extraction annuelle maximale à 320 000 tonnes ;

Considérant que la durée du renouvellement de l'exploitation sollicitée de 10 ans par la société Ganter Lavigne Extraction est calculée sur un gisement du site estimé à 1 940 000 tonnes en avril 2021, que la société Ganter Lavigne Extraction a continué à extraire des matériaux du site de la carrière de Baldersheim entre avril 2021 et juin 2022, que ce gisement a été réévalué par l'exploitant à 1 851 000 tonnes en juin 2022, qu'en conséquence l'inspection des installations classées a réévalué la production d'extraction annuelle moyenne à 205 600 tonnes ;

Considérant qu'il convient également de réduire la production maximale annuelle à 300 000 tonnes au vu du gisement réévalué ;

Considérant que l'exploitant n'a pas été en capacité de respecter le phasage d'extraction prévu dans son dossier déposé en octobre 2005 en raison notamment de l'évolution du marché (augmentation de la vente de matériaux recyclés, diminution des marchés publics, etc.) et de la crise sanitaire (COVID-19) ;

Considérant qu'en application du schéma départemental des carrières du Haut-Rhin susvisé un défrètement maximal des sites de carrières en exploitation est requis ;

Considérant que la demande comporte une demande de dérogation à la distance de recul de 10 mètres entre le périmètre autorisé et les bords des excavations sur les banquettes historiques exploitées avant l'entrée en vigueur de cette obligation ;

Considérant les courriers de l'exploitant transmis le 11 mai 2021, le 22 décembre 2021 et le 24 mai 2022, relatifs au plan d'action à mettre en place à la suite des conclusions de l'étude de stabilité datée du 5 mai 2021 sur les talus Est et Ouest ne disposant pas d'une distance de recul de 10 mètres entre les bords des excavations et les limites du périmètre autorisé ;

Considérant qu'il convient de prendre en compte ce plan d'action dans les prescriptions du présent arrêté afin de fixer l'échéance de remise en conformité de ces talus ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que le site de carrière est localisé à proximité de zones naturelles remarquables protégées mais qu'il ne nécessite aucune dérogation à la destruction d'espèces protégées ;

Considérant que les mesures d'évitement, de réduction et de suivi proposées par l'exploitant sont de nature à protéger les intérêts visés aux articles L.122 du code de l'environnement ;

Considérant par ailleurs qu'il y a lieu de mettre à jour diverses prescriptions d'exploiter les installations de la carrière notamment en termes de consistance des installations et de leurs équipements et stockages, identification des rejets aqueux, des traitements associés, des points de rejets, des valeurs limites de qualité, des opérations d'entretien d'installation (décanteur-séparateur d'hydrocarbures), contrôle des émissions sonores et transmission des données de surveillance ;

Considérant que les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2006-160-13 du 9 juin 2006 font référence à des textes réglementaires abrogés ou caducs et qu'il y a lieu d'actualiser cet arrêté en proposant un nouvel arrêté codificatif ;

Considérant que les conditions légales de délivrance du renouvellement de l'autorisation sont réunies ;

Après communication du projet d'arrêté à l'exploitant ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Chapitre 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

ARTICLE 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société Ganter Lavigne Extraction, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 150 Rue de Pfastatt - 68260 KINGERSHEIM, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter une carrière à ciel ouvert de « sables et graviers » dont les installations sont situées sur les parcelles suivantes :

Commune	Section	Lieu dit	Parcelles cadastrales entières
Baldersheim	22	Wolfaecker	148
			87
			84

Superficie totale autorisée du site de la carrière : 23 ha 44 a 55 ca. Le périmètre d'autorisation (PA), le périmètre d'extraction (PE) sont reportés sur le plan joint en annexe 1 du présent arrêté.

Toute modification cadastrale (dénomination des parcelles cadastrales, numérotation des points permettant de définir le périmètre autorisé) est portée à la connaissance du préfet et de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 1.1.2 Suppression d'actes administratifs antérieurs

Les prescriptions suivantes sont supprimées par le présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées
Arrêté préfectoral n° 2006-160-13 du 9 juin 2006 portant autorisation d'exploiter (renouvellement et extension) une carrière à Baldersheim par la société Ganter Lavigne Extraction (G.L.E.) au titre du titre 1er du livre V du Code de l'Environnement	Abrogé : tous les articles supprimés
Arrêté préfectoral n° 2012040-0004 du 9 février 2012 portant prescriptions complémentaires à la société Ganter Lavigne Extraction (GLE), pour sa carrière de Baldersheim, s'agissant des garanties financières de remise en état du site, au titre du titre 1 ^{er} du livre V du code de l'environnement	Abrogé : tous les articles supprimés
Arrêté préfectoral du 4 février 2021 portant prescriptions complémentaires à la société Ganter Lavigne Extraction pour sa carrière de Baldersheim (68)	Abrogé : tous les articles supprimés
Arrêté préfectoral du 3 juin 2022 prolongeant d'un an l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter le site de carrière de Baldersheim (68) du 9 juin 2006	Abrogé : tous les articles supprimés

ARTICLE 1.1.3 Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L.181-1 du code de l'environnement.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

Chapitre 1.2 Nature des installations

ARTICLE 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

La société Ganter Lavigne Extraction est autorisée à exploiter les installations classées suivantes :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé (*)
2510-1	A	Exploitation de carrière	Superficie totale du site : 23 ha 44 a 55 ca La superficie d'extraction est	Surface : 23 ha 44 a 55 ca Production :

			d'environ 21 ha 42 a 55 ca Puissance du gisement (<i>estimation juin 2022</i>) : 1 851 000 t	- moyenne 205 600 t/an - maxi : 300 000 t/an
2517-1	E	Station de transit de produits minéraux non dangereux inertes	Zone de stockage temporaire des matériaux d'extraction de la carrière de 15 700 m ²	Surface maximum de 15 700 m ²
2515-1b	D	Installations de broyage, concassage, criblage de produits minéraux naturels	Installation fixe, électrique, de criblage de produits minéraux naturels d'une puissance de 195 kW	195 kW

A (Autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration).

(*) Volume autorisé : éléments caractérisant les capacités moyennes et maximales autorisées.

ARTICLE 1.2.2 Durée de l'autorisation

L'autorisation est accordée sous réserve du droit des tiers et n'a d'effet que dans les limites des droits d'extraction dont bénéficie le titulaire.

L'autorisation d'exploiter le site est accordée jusqu'au **9 juin 2032**, les travaux de remise en état sont inclus dans cette durée.

L'autorisation d'extraire du matériau est accordée jusqu'au **9 juin 2031**.

Sauf en cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter, la **remise en état est achevée six (6) mois avant l'échéance de l'autorisation** d'exploiter, sauf dans le cas d'un renouvellement ou d'une prolongation d'exploiter demandé par l'exploitant dans les conditions prévues par la réglementation et autorisé.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile.

Chapitre 1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation

ARTICLE 1.3 Conformité

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

L'exploitant énumère et justifie, en tant que de besoin, toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.

Par ailleurs, nonobstant les dispositions particulières imposées à l'article 2.1.2 et suivants « Impacts sur le milieu naturel : mesures d'évitement et de réduction des impacts » du présent arrêté d'autorisation d'exploiter, les mesures d'évitement, réduction d'impact en faveur de la protection de la biodiversité, prévues au dossier de demande d'autorisation d'exploiter, doivent être mises en œuvre selon le calendrier prévu.

Chapitre 1.4 Garanties Financières

ARTICLE 1.4.1 Objet des garanties financières

La mise en activité, tant après l'autorisation initiale qu'après une autorisation de changement d'exploitant de carrière, est subordonnée à la constitution de garanties financières.

Conformément au paragraphe IV de l'article R.516-2 du code de l'environnement, le montant des garanties financières est établi compte tenu des opérations de remise en état du site après exploitation.

Ces garanties sont destinées à assurer la remise en état après fermeture. Elles ne couvrent pas les indemnisations dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par fait de pollution ou d'accident causé par l'installation.

ARTICLE 1.4.2 Montant des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent de manière à permettre, en cas de défaillance ou de disparition juridique de la société Ganter Lavigne Extraction, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état du site après exploitation.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état est calculé suivant la méthode de détermination présentée à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées (voir annexe 2).

Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe de la demande d'autorisation d'exploiter présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes ; les montants de garanties financières de remise en état dont doit disposer l'exploitant sont :

Phasage d'exploitation concerné	Montant TTC des garanties financières (*)
Phase 1 : de la signature de l'arrêté d'autorisation d'exploiter jusqu'au 9 juin 2027	166 569 €
2 ^e phase quinquennale : 9 juin 2027 au 9 juin 2032	129 219 €

(*) montant calculé avec :

- prise en compte d'un indice TP base 2010 de 124,7 (mai 2022 paru au JO du 14.05.22), soit un indice TP01 raccordé (coefficient de raccordement de 6,5345) de : 814,85
- taux de TVA de 20 %,
- soit coefficient α de $(1,20/1,196) \times (814,85/616,50) = 1,326$

En fin de chaque période quinquennale, l'exploitant constitue et tient à la disposition de l'inspection des installations classées un dossier justificatif de la réalisation des travaux de remise en état comprenant le plan à jour des zones réaménagées à l'issue de la période ; ce dossier doit pouvoir justifier du montant des garanties financières nécessaires à la remise en état du site.

L'exploitant est tenu de conserver des garanties financières de remise en état du site tant qu'il n'a pas été constaté de l'achèvement des travaux de remise en état imposés.

ARTICLE 1.4.3 Établissement des garanties financières

Dans un délai de 1 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet et à l'inspection des installations classées :

- le document attestant la constitution des garanties financières établit dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de

- l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

ARTICLE 1.4.4 Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois (3) mois avant la date d'échéance du document attestant de la constitution des garanties financières.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet et à l'inspection des installations classées, au moins trois (3) mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.

ARTICLE 1.4.5 Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze) % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

ARTICLE 1.4.6 Modification du montant des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières, ainsi que de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières.

L'exploitant doit toujours pouvoir justifier de la suffisance de ses garanties financières pour la période considérée ; la transmission au préfet, pour une période considérée, du montant de garanties financières actualisé répondant de la remise en état du site en cas de défaillance relève de son initiative.

ARTICLE 1.4.7 Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

ARTICLE 1.4.8 Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le préfet peut faire appel aux garanties financières :

- pour la mise en sécurité de l'installation,
- pour la remise en état du site,
- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières,
- pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement.

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières en cas de non-exécution des obligations ci-dessus :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L.171-8 du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux,
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant,
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

ARTICLE 1.4.9 Levée de l'obligation des garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés et constatés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R.512-39-1 à R.512-39-3 et R.512-46-25 à R.512-46-27 par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal constatant la réalisation des travaux.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R.516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Chapitre 1.5 Modification et cessation d'activité

ARTICLE 1.5.1 Modification du champ de l'autorisation

En application des articles L.181-14 et R.181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement.

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.5.2 Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois,

lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.5.3 Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2.1 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

ARTICLE 1.5.4 Renouvellement/extension

Toute demande de prolongation ou de renouvellement est adressée au préfet **au moins 6 mois avant la date d'expiration de cette autorisation.**

La demande est présentée conformément à l'article R.181-49 du code de l'environnement.

ARTICLE 1.5.5 Changement d'exploitant

Tout changement d'exploitant est soumis à autorisation. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières.

Tout changement d'exploitant doit conduire au transfert des informations relatives au site. À cet effet, les rapports de surveillance, d'inspection ainsi que les documents relatifs à l'autorisation sont conservés de manière à garantir le transfert des informations.

ARTICLE 1.5.6 Cessation d'activité

Sans préjudice des mesures définies aux articles R.512-39 à R.512-39-6 du code de l'environnement, l'usage définitif à prendre en compte des terrains libérés à l'issue de l'exploitation est le suivant : terrains restitués à une vocation écologique.

TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

Chapitre 2-1 – Exploitation des installations

ARTICLE 2.1.1 Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau,
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement,
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies dans le présent arrêté au chapitre 5.3,
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées,
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

ARTICLE 2.1.2 Impacts sur le milieu naturel, les habitats et les espèces

De manière à protéger les intérêts visés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, l'exploitant met en œuvre les mesures d'évitement, de réduction d'impact et réalise les aménagements suivant les engagements qu'il a pris dans son dossier de demande, dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

En aucune façon des secteurs sur lesquels des espèces protégées ont été mises en évidence ne doivent être touchés ou endommagés par l'exploitation (stockage de terres et de stériles, stockage de matériaux, stockage de matériel, circulation, exploitation) sans réalisation préalable des mesures d'évitement ou de réduction d'impact nécessaires prévues et imposées.

Article 2.1.2.1 Mesures d'évitement

- **Adaptation du phasage des travaux aux sensibilités de l'avifaune et de l'herpétofaune:** les opérations de décapage sont réalisées entre le 1^{er} septembre et le 15 février (en dehors des périodes d'hivernage et de reproduction).
- **Maintien des espaces aménagés :** absence d'activité au Sud et au Sud-Est du périmètre autorisé de la carrière sur environ 4 ha, conservation de la zone de haut-fond située au Sud-Ouest du site et de la presqu'île graveleuse située au Sud-Est.

Article 2.1.2.2 Mesures de réduction

Mesures	Habitats/Espèces - objectif	Situation	Mesures et échéancier
MR1	Flore – limitation des nuisances	Sur l'ensemble des talus hors d'eau au Nord-Ouest, Nord et Nord-Est et au niveau des berges nouvellement créées au Nord	Plantation d'arbres et d'arbustes d'espèces locales à croissance rapide (chêne sessile, bouleau, charme, tremble, prunellier, aubépine blanche, etc.) coordonnée à l'avancée de l'exploitation en commençant au Nord-Est dès la fin de la première phase puis au Nord et à l'Ouest du site.
MR2	Avifaune – création habitat	Au Nord-Ouest du périmètre autorisé	Maintenir l'habitat des hirondelles du rivage jusqu'à la création des deux talus définitifs dans le cadre de la remise en état (cf. article 9.2.3 du présent arrêté).
MR3	Herpétofaune – création d'hibernacula	1 au Nord-Ouest de la carrière, proche des fourrés tempérés, 2 à l'Est du site, proches d'un merlon périphérique et d'une piste de circulation	Au cours de la première phase d'exploitation (entre novembre et mars), création de 3 abris pour l'herpétofaune (amas de matériaux inertes non dangereux).
MR4	Flore – limitation des nuisances	Zone de stockage et chemins d'exploitation	Arrosage de la zone de stockage et des chemins d'exploitation en périodes sèches sur toute la durée de l'autorisation.
MR5	Flore – Lutte contre les plantes invasives	Sur l'ensemble du site	Contrôle régulier de la présence d'espèces invasives (dont Renouée du Japon, Balsamine, Solidages américains et de l'Ambroisie à feuilles d'armoise), et destruction selon protocole spécifique. Limiter la présence de sols eutrophisés et ensemercer par un mélange d'espèces prairiales

			(graminées et légumineuses) au fur et à mesure de l'avancée de l'exploitation.
MR6	Amphibiens – éviter risque d'écrasement	Zone de stockage et chemins d'exploitation	Aplanir régulièrement les chemins d'exploitation de sorte qu'aucune dépression susceptible d'accueillir des amphibiens ne soit présente.
MR7	Avifaunes et Amphibiens – création d'habitats	Berge graveleuse au Nord-Est du site	Avant le début de la phase 2, création d'une berge graveleuse d'une surface minimum de 1 000 m ² avec des mares temporaires.

Article 2.1.2.3 Modalités de suivi des mesures

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées tous les éléments de preuve de la mise en œuvre des mesures imposées par le présent arrêté et précisées en annexe 3.

Le rapport de suivi écologique (habitat, faune, flore) doit permettre d'appréhender l'organisation de la mise en œuvre des mesures de réduction d'impact, à moyen terme, afin de les réadapter si nécessaire sur la base des recommandations de l'écologue spécialisé, pour notamment garantir l'adaptation des espèces à leurs nouveaux emplacements, dans un souci de répondre aux objectifs de réduction d'impact.

En cas d'insuffisance des mesures mises en œuvre, et notamment celles précédemment définies, ou en cas de non atteinte des objectifs ou du non maintien des populations, des mesures correctives doivent être apportées par l'exploitant et des opérations de gestion envisagées, afin de maintenir la qualité des habitats et la diversité des populations des espèces protégées impactées ; **le préfet devra préalablement** être informé des mesures correctives proposées.

Conformément à la loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, le pétitionnaire s'engage à déposer ou à saisir les résultats des suivis écologiques sur la plateforme de dépôt légal de données brutes de biodiversité à l'adresse : depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr. Les modalités de versement y sont détaillées. Les données recueillies de cette manière alimenteront le Système d'information sur la nature et les paysages (SINP) national et régional.

En cas d'impossibilité, le rapport de suivi écologique (habitat, faune, flore) sera transmis **au plus tard le 31 mars de l'année [n+1]** pour les constats faits pour l'année [n] :

- au préfet,
- à la DREAL – inspection des installations classées (2 exemplaires).

ARTICLE 2.1.3 Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les conditions de fonctionnement, les vérifications à effectuer et les conditions de mises à l'arrêt en situations d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. Elles précisent également la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident.

Ces consignes prennent en compte les contraintes liées au maintien des enjeux écologiques (habitats, biodiversité, etc.).

Les consignes sont portées à la connaissance des salariés et affichées.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par la société Ganter Lavigne Extraction et ayant une connaissance des dangers liés à l'exploitation et des enjeux écologiques en présence. La société Ganter Lavigne Extraction veille à la formation de son personnel et de toute personne intervenant sur le site sur les aspects liés à l'exploitation de la carrière, des installations et dépôts divers présents sur le site et des risques associés, sur la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention ainsi que sur les intérêts écologiques recensés dans le périmètre autorisé.

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations et dépôts. Toute personne qui arrive dans la carrière doit obligatoirement passer devant un point de contrôle où des consignes de sécurité lui sont transmises. Les particuliers sont admis uniquement dans l'aire de négoce de matériaux qui leur est réservée à l'entrée du site.

Chapitre 2.2 Réserve de produits ou de matières consommables

ARTICLE 2.2.1 Réserves de produits

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle et adaptés à ses installations pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, flocculants, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants.

Chapitre 2.3 Intégration dans le paysage

ARTICLE 2.3.1 Propreté

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble du site et de ses abords est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les points d'accumulation de poussières, y compris sur les abords extérieurs du site, sont nettoyés régulièrement. Les opérations de nettoyage doivent être conduites en limitant au maximum l'envol des poussières.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, de boues et de déchets.

Les voies de circulation internes et les aires de stationnement sont aménagées et entretenues. Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues sont mis en place en tant que de besoin.

ARTICLE 2.3.2 Esthétique

Les abords du site, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté, dans le respect des mesures de préservation de la faune et de la flore. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.

L'ensemble des boisements existants sur le site sont maintenus et entretenus régulièrement.

Chapitre 2.4 Danger ou nuisance non prévenu

ARTICLE 2.4.1 Danger ou nuisance non prévenu

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

Chapitre 2.5 Incident ou Accident

ARTICLE 2.5.1 Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis **sous 15 jours** à l'inspection des installations classées.

S'agissant plus particulièrement d'un problème d'écoulement de produits polluants au droit du site de la carrière (*écoulement de carburant, etc*), l'exploitant devra en informer et alerter immédiatement :

- 1/les communes riveraines, et plus particulièrement celle de Baldersheim,
- 2/les autorités et services compétents en matières d'alimentation en eau potable (ARS, etc),
- 3/l'inspection des installations classées,
- 4/ les propriétaires de puits agricoles situés à l'aval hydraulique des installations.

Chapitre 2.6 Auto-surveillance des consommations et des émissions

ARTICLE 2.6.1 Principe et objectifs du programme d'auto-surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit « programme d'auto-surveillance ». L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le **contenu minimum de ce programme** en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto-surveillance.

ARTICLE 2.6.2 Mesures comparatives et contrôles inopinés

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de prélèvement et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (*absence de dérive*), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto-surveillance ; celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère concerné pour les paramètres considérés :

- les contrôles inopinés prévus ci-dessous à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures

comparatives,

- lorsque la surveillance définie par la suite est réalisée par un organisme extérieur dans les conditions susmentionnées, les mesures comparatives ne sont pas nécessaires.

Contrôles inopinés : L'inspection des installations classées peut, à tout moment, éventuellement de façon inopinée, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides, d'eaux souterraines, de déchets ou de sol et réaliser des mesures de niveaux sonores ou de vibrations ; les frais engendrés par ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 2.6.3 Frais

Conformément à l'article L.514.8 du code de l'environnement, les frais engendrés par l'ensemble du programme d'auto-surveillance et de surveillance sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 2.6.4 Modalités d'exercice et contenu de l'auto-surveillance

L'exploitant respecte le contenu minimum du programme, en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que la fréquence de transmission des données d'auto-surveillance, défini aux articles suivants.

Article 2.6.4.1 Surveillance de la qualité des rejets aqueux et eaux pluviales de ruissellement
Voir chapitre 5.3 du présent arrêté.

Article 2.6.4.2 Surveillance de la qualité des eaux souterraines
Voir chapitre 5.5 du présent arrêté.

ARTICLE 2.6.5 Surveillance des déchets

Conformément à l'article R.541-43 du code de l'environnement concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux, l'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées, un registre chronologique de la production et de l'expédition des déchets. L'arrêté ministériel du 31 mai 2021 susvisé fixe les informations devant être contenues dans ces registres.

ARTICLE 2.6.6 Surveillance des niveaux sonores

La fréquence des mesures est **quinquennale** :

- en 4 points en limite de site ;
- au niveau des 2 ZER (numérotés de 1 et 2).

Points	Localisation
Limite de site LS1	À la pointe Nord-Ouest du périmètre autorisé
Limite de site LS2	Au bout du chemin à l'Est du site
Limite de site LS3	À la pointe Sud-Est du périmètre autorisé
Limite de site LS4	Au bout du chemin surplombant la carrière à l'Ouest du site
ZER 1	Maison forestière située à 300 m au Sud-Est du site (au sud de la RD55)
ZER 2	Habitation située à 480 m au Nord-Ouest, rue de la Hardt à Baldersheim

(voir plan en annexe 4)

Une première mesure de contrôle sera réalisée **dans un délai de 6 mois** à compter de la signature du présent arrêté.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé.

Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Les résultats de mesures sont tenus à la disposition de l'inspection ou communiqués sur simple demande.

ARTICLE 2.6.7 Surveillance des niveaux de vibrations

S'il s'avère nécessaire et à la demande du préfet, il pourra être ultérieurement imposé un contrôle de vibrations en des points qui seront ultérieurement déterminés.

ARTICLE 2.6.8 Analyse et transmission des résultats de l'auto-surveillance

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, notamment celles de son programme de surveillance, les analyse et les interprète :

- il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement ; il en rend compte à l'inspection des installations classées,
- s'agissant plus particulièrement des eaux souterraines, il s'attache notamment à l'impact que peut avoir le battement de la nappe sur les résultats d'analyses.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats des contrôles et analyses, accompagnés de commentaires, **au plus tard les :**

- 15 juillet de l'année « n » (pour les contrôles du 1^{er} semestre de l'année « n »),
- 15 janvier de l'année « n+1 » (pour les contrôles du 2^{ème} semestre de l'année « n »).

L'exploitant conserve ces documents et les tient à la disposition de l'inspection des installations classées sur une durée de cinq ans.

En cas d'anomalie ou de dépassement, ces commentaires :

- signalent explicitement le problème,
- en précisent les causes lorsqu'elles sont connues ou indiquent les recherches engagées pour les déterminer,
- indiquent les mesures prises ou prévues pour corriger la situation ou les éventuelles recherches engagées en ce sens.

Concernant l'auto-surveillance des eaux souterraines, sauf impossibilité technique, les résultats, accompagnés de commentaires, sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet (<https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr>).

Par ailleurs, en cas d'anomalie, et notamment de dégradation, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées et l'Agence Régionale de Santé (ARS).

Un plan du site, avec la localisation des puits de contrôle référencés par leur indice BSS est joint aux résultats.

Pour chaque contrôle, l'exploitant joint aux résultats d'analyses le tableau des niveaux piézométriques relevés et une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec localisation des puits de surveillance.

ARTICLE 2.6.9 Déclaration GERE

L'exploitant se conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au

registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets.

La déclaration des données réglementaires pour l'année « n » est effectuée avant le 31 mars « n+1 ».

Chapitre 2.7 Dispositions préliminaires à l'exploitation

ARTICLE 2.7.1 Bornage

Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :

- des bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, ces bornes doivent rester en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site,
- des bornes ou piquetage de nivellement afin d'identifier les cotes altimétriques des aménagements et secteurs de travaux,
- un piquetage en tous points nécessaires pour matérialiser le périmètre d'extraction et les distances de recul imposées au présent arrêté.

ARTICLE 2.7.2 Panneaux

La société Ganter Lavigne Extraction est tenue, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents : son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux, l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté.

Cet affichage sur le terrain doit être visible de l'extérieur.

L'exploitant est tenu d'installer en tous points nécessaires :

- des panneaux interdisant l'accès du public au site,
- des panneaux avertissant des dangers du site,
- des panneaux interdisant l'interdiction de décharge de quelque matériau que ce soit.

ARTICLE 2.7.3 Accès à la voirie publique

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité routière. En tant que de besoin les débouchés sur la voirie publique sont pré-signalés. À l'entrée du site est affiché un plan de circulation.

Chapitre 2.8 Documents tenus à la disposition de l'inspection

ARTICLE 2.8.1 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un **dossier** comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et les dossiers de demande de modifications ultérieurs,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- les deux derniers plans d'exploitation mis à jour annuellement, dont les zones de stockage de matériaux et les déchets inertes issus de l'extraction/exploitation du site,
- le plan de gestion des déchets « d'extraction »,

- le registre des déchets,
- le registre de contrôle des dispositifs de clôture d'enceinte,
- le résultat des analyses et contrôles réalisés en application du présent arrêté et tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum,
- les rapports de réalisation des mesures au bénéfice des espèces protégées,
- les suivis écologiques et les rapports de synthèses,
- le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées,
- le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus et les fiches de données de sécurité des produits dangereux présents sur le site,
- les rapports de vérifications périodiques,
- les éléments justifiant de l'entretien et de la vérification des installations, équipement, ouvrages,
- les consignes d'exploitation et celles destinées à prévenir les accidents.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Chapitre 2.9 Documents à transmettre à l'inspection

ARTICLE 2.9.1 Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
1-1-1	Le parcellaire	Dès la modification cadastrale en cas de modification cadastrale
1-4-2	Dossier justificatif de la réalisation des travaux de remise en état et justifiant du montant des garanties financières nécessaires à la remise en état du site.	En fin de chaque période quinquennale
1-4-3	Attestation de constitution de garanties financières	Dans un délai de 1 mois après notification de l'arrêté d'autorisation
1-4-4	Renouvellement des garanties financières	3 mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.4.2.
1-4-5	Actualisation des garanties financières	Avant 6 mois suivant une augmentation de plus de 15% de l'indice TP01
1-4-6	Modification des garanties financières en cas de modification d'exploiter, garant, etc.,	À l'initiative de l'exploitant et sous sa responsabilité
1-5-1	Modification des installations	Avant la réalisation de la modification.
1-5-4	Demande de prolongation du droit d'exploiter	Au moins 6 mois avant l'échéance du droit d'exploiter
1-5-5	Changement d'exploitant	Avant changement d'exploitant
1-5-6	Cessation d'activité	6 mois avant la date de cessation d'activité
2-1-2-3	Bilans annuels de la mise en œuvre des mesures en faveur de la biodiversité : rapport de suivi écologique	Au plus tard le 31 mars de chaque année
2-5-1	Déclaration des accidents et incidents	Rapport à transmettre sous 15 jours à

		l'inspection des installations classées
2-6-8	Tous les résultats d'auto-surveillance Télédéclaration GIDAF	Chaque année : - au 15 janvier, - au 15 juillet
2-6-9	Déclaration GERE	31 mars de chaque année
3-2-3	Plan d'exploitation mis à jour et coupes/profils	Au plus tard le 15 décembre de chaque année
3-3-3	État avancement remise en état	6 mois avant l'échéance ou au plus tard à l'échéance de la période d'exploitation considérée
3-5-2-2	État d'avancement des travaux sur les banquettes périphériques (distance recul)	Annuellement jusqu'au terme des travaux
3-5-5	Découverte fortuite de vestige archéologique	Dès la découverte
6-1-5	Plan quinquennal de gestion des déchets	Tous les 5 ans
8-3-1	Avis du SIS sur aire d'aspiration	au plus tard le 31 décembre 2022

TITRE 3 – CONDUITE DE L'EXPLOITATION

Chapitre 3.1 Dispositions générales

ARTICLE 3.1.1 Horaires d'ouverture

L'exploitant est autorisé à extraire les matériaux en période JOUR au sens de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié précédemment évoqué, et préférentiellement entre 7h et 18h du lundi au vendredi avec possibilité de travailler ponctuellement le samedi. Aucune activité en période « NUIT » ainsi que les dimanches et jours fériés n'est autorisée.

ARTICLE 3.1.2 Sécurité

En dehors de la présence de personnel qualifié les installations et engins sont laissés en sécurité.

ARTICLE 3.1.3 Clôture

Durant les heures d'activité, l'accès au site est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès à toute zone dangereuse et au stockage de matériaux est interdit par une clôture efficace ou de tout autre dispositif présentant une efficacité similaire.

Des dispositifs de barrage mobiles, solides et susceptibles d'être bloqués pendant les heures où la carrière n'est pas surveillée, sont mis en place sur les accès.

L'exploitant doit s'assurer régulièrement du bon état et de l'entretien du dispositif de clôture et des barrages mobiles. Le résultat des contrôles est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Chapitre 3.2 Plans

ARTICLE 3.2.1 Plan d'exploitation

Chaque année, l'exploitant établit un plan d'exploitation orienté d'échelle adapté à la superficie du site. Sur ce plan sont reportés :

- les dates de levée ;
- le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation ainsi que ses abords, dans un rayon

de 50 m ;

- le tracé des parcelles et la dénomination des parcelles cadastrales concernées ;
- les limites de sécurité et périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales ;
- les clôtures ou tout dispositif équivalent ;
- les bords de la fouille ;
- le périmètre d'extraction ;
- les courbes de niveau (équidistantes, tous les 5 m d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés ;
- les courbes bathymétriques sur l'ensemble du plan d'eau équidistantes tous les 5 m de profondeur ;
- la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat et, en particulier, ceux dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique ;
- les installations annexes, les diverses infrastructures (local technique, zone de stockage des matériaux, le positionnement de la drague et des bandes transporteuses) ;
- l'emplacement exact du bornage ;
- l'étendue des zones décapées et l'emplacement des zones de stockage des déchets inertes d'extraction (terre végétale de découverte, stériles) ;
- les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières ;
- les zones où l'exploitation est terminée et celles remises en état,
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière ainsi que les pistes de circulation dans la carrière ;
- les puits de surveillance de la qualité des eaux souterraines, les piézomètres, le décanteur-séparateur d'hydrocarbures ;
- les aménagements spécifiques en faveur de la biodiversité (berges graveleuses, mares, abris, talus sableux pour hirondelles, hauts-fonds, etc.) ;
- des coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente) avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation, des coupes seront également réalisées au niveau des zones de hauts-fonds.

ARTICLE 3.2.2 Coupes

Des profils sont réalisés **tous les ans**, dans les zones exploitées tous les 100 mètres et dans les zones où sont constituées des zones de haut-fonds. Ils sont réalisés dans la direction de la plus grande pente, avec des échelles horizontales et verticales adaptées, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelles des fronts d'exploitation.

Ces coupes/profils présentent les pentes théoriques, telles que mentionnées à l'article 4.5.1 du présent arrêté, et les pentes des talus existants et réalisés.

ARTICLE 3.2.3 Mise à jour et Archivage

Les plans et les coupes sont établis par un géomètre-expert.

Le plan d'exploitation et les coupes sont mises à jour au moins annuellement, à l'exception des courbes bathymétriques qui sont mises à jour au moins tous les deux ans.

Le plan d'exploitation et les profils/coupes mis à jour sont annuellement adressés à l'inspection des installations classées **au plus tard le 15 décembre**.

Tous les plans d'exploitation mis à jour et les coupes sont conservés sur le site et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées, ou communiqués sur simple demande.

L'inspection des installations classées peut demander à tout moment que des coupes supplémentaires (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente) soient réalisées.

Chapitre 3.3 Phasage

ARTICLE 3.3.1 Phasage d'exploitation (voir annexe 5 – phasage d'extraction)

Les travaux d'extraction et d'exploitation sont menés en 2 phases d'extraction et une d'achèvement de la remise en état du site dans le respect des mesures suivantes :

Phase	Travaux d'extraction
n°1 jusqu'au 9/06/2027	Décapage réalisé sur la zone séparant l'emplacement de l'installation de traitement fixe (au Nord-Ouest) de la zone extraite à sec (au Nord-Est). Extraction à sec de l'extrémité Nord-Est du périmètre autorisé vers le Nord-Ouest sur un front de 15 m de haut maximum. Extraction en eau depuis le Nord-Est vers le Nord-Ouest puis vers le Sud (partie Ouest du périmètre d'autorisation) jusqu'à 193 mNGF. Remise en état coordonnée à l'exploitation notamment au niveau de la berge Est avec la création de la berge graveleuse au Nord-Est du plan d'eau.
N°2 phase de 5 ans [9/06/2027 au 09/06/2031]	Décapage réalisé sur la zone Nord-Ouest restant à extraire à sec. Déplacement de l'installation de traitement des matériaux et de leur stockage sur la presqu'île située à l'Ouest du site. Extraction à sec vers le Nord-Ouest jusqu'à l'ancien emplacement de l'installation de traitement fixe puis jusqu'à la pointe Nord-Ouest du périmètre autorisé. Extraction en eau vers le Nord-Ouest et l'Ouest du site jusqu'à 193 mNGF. Remise en état coordonnée à l'exploitation notamment au niveau du Nord du site.
Du 9/06/2031 au 9/06/2032	Achèvement des travaux de remise en état.

dans le respect des plans de l'état d'exploitation des terrains à l'échéance de chacune des phases d'exploitation annexés au présent arrêté.

ARTICLE 3.3.2 Matérialisation distances de sécurité

Avant le début de chaque phase d'exploitation, l'exploitant matérialise sur le site des distances de sécurité définies à l'article 3.5.1 du présent arrêté.

ARTICLE 3.3.3 État d'avancement de la remise en état

6 mois avant l'échéance ou au plus tard à l'échéance de la période d'exploitation considérée, l'exploitant transmet au préfet un état d'avancement des travaux de remise en état réalisés avec comparatif avec les mesures de remise en état qui doivent avoir été finalisées à l'échéance de cette période ; dans l'hypothèse d'un décalage :

- il en informe le préfet,
- il propose des mesures de rattrapage,
- il vérifie l'impact de ce décalage sur le montant de garanties financières de remise en état de la période suivante.

Chapitre 3.4 Travaux préparatoires

ARTICLE 3.4.1 Décapage

Aucune extraction n'a lieu sans décapage préalable de la zone concernée.
Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation et est réalisé en respectant les mesures décrites à l'article 2.1.2 et suivants du présent arrêté.

Le décapage est réalisé de manière sélective. Les horizons humifères sont enlevés en premier, avant la terre végétale et les autres matériaux de découverte, de façon à ne pas mêler les horizons humifères et la terre végétale aux stériles de découverte.

Ces matériaux seront utilisés pour le réaménagement sur les berges et talus périphériques du site.

La hauteur des stockages de ces matériaux est telle que la stabilité des tas est assurée et que les caractéristiques physiques des matériaux ne puissent s'altérer.

Chapitre 3.5 Extraction des matériaux

ARTICLE 3.5.1 Extraction

L'exploitation doit permettre un défrèvement maximal du gisement, traversant les éventuelles couches argileuses, conglomératiques ou limoneuses, sous réserve de la stabilité des berges et sous réserve du respect des dispositions de remise en état particulières imposées (zones de hauts-fonds). À cet effet et selon la demande d'autorisation, la profondeur d'exploitation, sera de 37 mètres (soit jusqu'à la cote 193 m NGF) par rapport au terrain naturel.

L'exploitation se fait à sec puis en eau par couloir de dragage, à l'intérieur du périmètre maximal d'évolution de l'engin d'extraction, de façon à ce que la pente maximale autorisée des fronts d'exploitation des talus soit obtenue directement par excavation et non par remblayage :

- l'exploitant définit une méthode de repérage du point d'extraction permettant de garantir le respect des prescriptions du présent arrêté,
- le bon positionnement du point d'extraction doit pouvoir être vérifié à tout moment.

Les talus des berges sont réalisés au fur et à mesure de l'exploitation selon une pente garantissant la stabilité, à savoir une pente moyenne mesurée par rapport à l'horizontale de :

- 1/1,5 (environ 33°), pour les parties situées au-dessus de la cote des plus hautes eaux décennales connues de la nappe,
- 1/10 (environ 6°), sur une distance horizontale sous eau d'au moins 20 mètres, mesurée depuis la cote moyenne estivale du niveau libre de l'eau, pour la zone de haut-fond prévue au document d'impact,
- 1/2,5 (environ 22°) pour les autres parties.

L'exploitation du gisement à son niveau le plus bas (soit jusqu'à la cote 193 m NGF) est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille, à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur ainsi que les pentes, à sec et sous eau définies par le présent arrêté.

ARTICLE 3.5.2 Distance de recul

Les bords des excavations sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites sur lesquelles porte la présente autorisation d'exploiter ainsi que des éléments de surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Article 3.5.2.1 Banquettes historiques (cf annexe 6)

Les banquettes historiques, dont le périmètre est déterminé par les sommets A, B, C, D, E, F, G et H identifiés par leurs coordonnées Lambert 2 fixées dans le tableau ci-après, sont exemptées du respect de la distance de recul de 10 mètres, ces secteurs ayant été exploités

antérieurement à la mise en place de cette obligation.

Point	Coordonnées Lambert 2	
	X	Y
A	979295,32	322963,13
B	979301,36	322894,7
C	979480,68	322872,53
D	979390,73	322575,26
E	979076,82	322601,62
F	979075,48	322585,49
G	979056,89	322591,19
H	979057,72	322614,61

Ce périmètre est matérialisé sur le site de la carrière ainsi que sur le plan d'exploitation.

Article 3.5.2.2 Reconstitution des banquettes périphériques

La distance horizontale d'au moins 10 mètres entre les bords de l'excavation et la limite autorisée du site sera rétablie pour les talus Est et Ouest répartis en quatre zones numérotées de 1 à 4 et reportées sur le plan en annexe 7 du présent arrêté. Ces opérations seront réalisées en respectant les échéances suivantes :

Zones	Opérations	Échéances
1, 2 et 4	Phase de latence permettant le tassement des matériaux, distance de 10 m reconstituée	30/11/22
1, 2 et 4	Banquettes périphériques de 10 m terminées	31/12/22
3	Banquette périphérique élargie à 5 m	30/11/23
	Phase de latence permettant le tassement des matériaux	30/11/24
	Élargissement de la banquette à 10 m	15/03/24
	Phase de latence permettant le tassement des matériaux, distance de 10 m reconstituée	15/03/25
	Banquette périphérique de 10 m terminée	30/04/25

Ces banquettes périphériques sont constituées avec les matériaux listés ci-dessous du site de la carrière de Baldersheim de la société Ganter Lavigne Extraction :

- du tout-venant alluvionnaire,
- des matériaux de découverte sous réserve que l'exploitant justifie que ces matériaux de découverte n'ont pas lieu d'être conservés pour la réalisation de la remise en état du site.

L'exploitant transmet, annuellement et jusqu'au terme de ces travaux, à l'inspection des installations classées un bilan des opérations réalisées.

ARTICLE 3.5.3 Stockage de matériaux

Les matériaux extraits sont repris par des dispositifs ou engins adaptés pour être stockés sous forme de merlon périphérique, au Nord du site, ou sous forme de merlon de sécurité autour du plan d'eau.

ARTICLE 3.5.4 Remblayage

Toute opération de remblayage est interdite. Cette disposition ne fait pas obstacle au recouvrement, par des terres de découvertes du site ou des matériaux extraits du site, pour l'aménagement de zones de hauts-fonds.

ARTICLE 3.5.5 Archéologie

Toute découverte fortuite de vestiges pouvant intéresser l'archéologie doit être déclarée immédiatement :

- au maire de la commune, qui transmet l'information au préfet sans délai et ce conformément aux dispositions de l'article L.531-14 du code du patrimoine,
- à la Direction régionale des affaires culturelles (service régional de l'archéologie).

TITRE 4 – PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

Chapitre 4.1 Conception des installations

ARTICLE 4.1.1 Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations, équipements et ouvrages présents de manière à limiter les envols de poussières et les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses.

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

La conception des installations prend en compte l'exécution des opérations de nettoyage et de maintenance dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité pour les opérateurs.

En fonction de la granulométrie des produits minéraux, les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère.

Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

ARTICLE 4.1.2 Voies de circulation

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- en cas de nécessité, en période sèche notamment, toutes les zones de stockage, même temporaire, font l'objet de mesures telles que l'humidification, permettant de réduire les envols de poussières,
- des écrans de hauteur adaptée sont mis en place, en tant que de besoin, afin d'éviter

l'érosion éolienne,

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), convenablement nettoyées et arrosées en tant que de besoin,
- la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est limitée à 15km/h,
- la route départementale n° 55 est entretenue au niveau de l'accès au site,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions sont prévues en cas de besoin.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Les transports de matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par des bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent.

TITRE 5 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Chapitre 5.1 Prélèvements d'eau

ARTICLE 5.1.1 Protection des milieux

Aucun prélèvement d'eau dans le milieu superficiel et en nappe par forage n'est autorisé autre que :

- les prélèvements liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours,
- les prélèvements réalisés pour le contrôle de la qualité des eaux souterraines.

Chapitre 5.2 Collecte des effluents liquides

ARTICLE 5.2.1 Dispositions générales

Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 5.3.1 ou non conforme aux dispositions de l'article 5.3 est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

ARTICLE 5.2.2 Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables et à résister dans le temps aux actions physiques des effluents. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état, et a minima une fois par an.

Chapitre 5.3 Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu

ARTICLE 5.3.1 Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

Catégories d'effluents	Origine	Destination et mode de traitement
Eaux pluviales de ruissellement	Eaux pluviales de ruissellement de toiture du local technique situé au	Infiltration par fossé à proximité du local

non susceptibles d'être polluées	sud du périmètre autorisé	
	Les zones de stockages de déchets inertes issus de l'extraction de la carrière, avant utilisation pour la remise en état	Infiltration naturelle au droit des zones de stockage
	Les pistes de circulation	Infiltration naturelle au droit des pistes et de la zone de stockage
	La zone de stockage de matériaux de négoce	
Eaux pluviales susceptibles d'être souillées	Aire imperméabilisée associée à l'aire de lavage et parking des véhicules légers (en dehors du périmètre autorisé de la carrière)	Traitées sur décanteur-séparateur d'hydrocarbures dit SH01 situé au sud du périmètre autorisé puis infiltrées
Eaux à caractère industriel	Sans objet, l'installation de traitement de matériaux fonctionnant à sec	
Eaux sanitaires	Sans objet, absence de sanitaire dans le périmètre autorisé	

ARTICLE 5.3.2 Schéma du réseau de collecte des effluents

L'exploitant tient à jour un schéma représentant le réseau de collecte et de circulation des eaux pluviales de ruissellement ; ce plan des réseaux doit notamment faire apparaître l'ensemble des ouvrages (vanne, décanteur/séparateur d'hydrocarbures, puits, etc.).

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines, dans le sol ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

ARTICLE 5.3.3 Entretien et conduite des installations de traitement d'eaux

Le décanteur-séparateur d'hydrocarbures est nettoyé aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par an.

Les fiches de suivi du nettoyage du décanteur-séparateur d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5.3.4 Localisation des points de rejet

Les réseaux de collecte des rejets liquides issus de l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Type d'effluent	Point de rejet et identification
Eaux pluviales susceptibles d'être souillées associées à l'aire imperméabilisée	En sortie de SH01

ARTICLE 5.3.5 Eaux pluviales susceptibles d'être souillées associées à l'aire imperméabilisée

Après traitement, ces eaux peuvent être infiltrées dans les limites définies dans le tableau ci-dessous :

Paramètres	Concentration (mg/l)
pH	Entre 5,5 et 8,5
Hydrocarbures	5
Matières en suspension totale (MEST)	35
DCO	125

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures. En ce qui concerne les paramètres MEST – DCO et HC, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

L'exploitant fait réaliser une fois par an, par un organisme compétent, l'ensemble des mesures permettant de vérifier la conformité du rejet aux présentes dispositions.

Le résultat des analyses et le bilan quant à la conformité du rejet est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5.3.6 Eaux pluviales de ruissellement

Sur les zones de stockage de matériaux d'extraction inertes (terre et limon du site), sur l'aire de la station de transit de matériaux (aire de stockage de matériaux de négoce), sur les pistes de circulation, l'exploitant doit s'assurer que ces zones ne génèrent pas de détérioration de la qualité des eaux.

Les eaux pluviales s'infiltrent naturellement au droit de la zone de stockage ou en bordure de piste de circulation.

En cas de nécessité de devoir gérer ces eaux de ruissellement si elles ne peuvent s'infiltrer naturellement au droit de la zone de stockage ou en bordure de pistes de circulation :

- l'exploitant met en œuvre les mesures permettant de drainer ces eaux vers un point bas,
- les eaux drainées sont alors préalablement décantées dans un/des ouvrage(s)/bassin(s) de décantation avant infiltration dans un ouvrage d'infiltration ;
- l'exploitant en informe préalablement le préfet et le service des installations classées.

Chapitre 5.4 Surveillance du plan d'eau

ARTICLE 5.4.1 Surveillance du niveau du plan d'eau

L'exploitant réalise un relevé du niveau du plan d'eau créé par l'extraction **2 fois par an**, en période de basses eaux et en période de hautes eaux. Ces relevés font l'objet d'un enregistrement sur une période décennale.

Chapitre 5.5 Surveillance des eaux souterraines

ARTICLE 5.5.1 Dispositions générales

L'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines selon les modalités définies dans les articles ci-après, à l'amont et à l'aval hydraulique de son site de carrière.

ARTICLE 5.5.2 Réseau de surveillance

Le réseau de surveillance se compose a minima des ouvrages suivants :

N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site	Aquifère capté	Profondeur de l'ouvrage en m
04133X0072/1 _AMT	Amont du site - angle Sud-Ouest de la carrière	Nappe	17,88
04133X0073/2 _AVL	Aval du site – au Nord-Est de la parcelle n° 148 (proche parcelle n° 87) de la carrière	Nappe	3,62

La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en annexe 8. Le plan est actualisé à chaque création de nouveaux ouvrages de surveillance.

ARTICLE 5.5.3 Création d'ouvrages de surveillance de la qualité des eaux souterraines

Lors de la réalisation d'un forage (notamment des puits de surveillance) :

- toutes dispositions seront prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses,
- l'exploitant fait inscrire, dans un délai de 15 jours maximum après sa réalisation, tout nouvel ouvrage de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci. Il informera le préfet du code BSS dans un délai de 2 mois maximum après sa déclaration.

ARTICLE 5.5.4 Programme de surveillance

A - Surveillance qualitative : Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE).

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants avec les fréquences associées :

N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site	Fréquence des analyses	Paramètres	
			Nom	Code SANDRE
-04133X0072/ 1_AMT - 04133X0073/ 2_AVL	- 1 Puits Amont	Semestrielle; en périodes de: - basses eaux - hautes eaux(*)	Paramètres physico-chimiques	
			Température	1301
			pH	1302
	- 1 Puits Aval - plan d'eau de la carrière	les paramètres (*) ne sont à rechercher qu'une fois par an, en période de basses eaux Annuellement en période de hautes eaux	Conductivité	1303
			O ₂ dissous	1311
			Sodium dissous	1375
			Potassium	1367
			Chlorures	1337
			Sulfates	1338
			Nitrates	1340
			Calcium	1374
			Magnésium	1372
			Fer	1393
			Azote Kjeldahl (*)	1319
			Indice phénol (*)	1440
			Indice hydrocarbures	1442

En fonction des résultats de surveillance, la fréquence de surveillance, la liste des paramètres concernés ainsi que le nombre de puits de surveillance pourront ultérieurement être revus (allègement ou renforcement), à la demande du préfet ou de l'exploitant.

B - Surveillance piézométrique

La surveillance piézométrique est assurée sur les ouvrages précédemment cités. Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines au droit et à proximité du site.

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à **chaque campagne** de

prélèvement ; l'exploitant dispose d'un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF).

En fonction des résultats de surveillance, la liste des ouvrages et la fréquence de surveillance pourront ultérieurement être revues, à la demande du préfet ou de l'exploitant.

C - Atlas à établir

L'exploitant établit un atlas des puits utilisés pour la surveillance de la qualité des eaux souterraines (plan de localisation des ouvrages, coupes de réalisation, dates de réalisation, indice BSS, etc.).

Cet atlas est tenu à jour et mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

D - Expression des résultats de la surveillance

Les résultats d'analyse doivent faire apparaître la conformité des résultats par rapport aux valeurs de référence eaux brutes pour l'eau potable. Les résultats de surveillance sont accompagnés d'un plan de localisation des ouvrages surveillés.

TITRE 6 – DÉCHETS PRODUITS

Chapitre 6.1 Principes de gestion

ARTICLE 6.1.1 Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation de ses installations pour respecter les principes définis par l'article L.541-1 du code de l'environnement :

- en prévenant et réduisant la production des déchets d'extraction afin de diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources,
- en mettant en œuvre, pour les autres déchets, une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :
 - a) La préparation en vue de la réutilisation
 - b) Le recyclage
 - c) Toute autre valorisation
 - d) L'élimination
- en économisant les ressources épuisables : à cet effet, le défrètement maximal du gisement sera recherché,
- en améliorant l'efficacité de l'utilisation des ressources,
- en contribuant à la transition vers une économie circulaire.

ARTICLE 6.1.2 Séparation des déchets

Les déchets doivent être répertoriés selon les trois catégories suivantes :

- les déchets d'extraction inertes (résultant de l'exploitation),
- les déchets non dangereux,
- les déchets dangereux définis à l'article R.541-8 du code de l'environnement.

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R.541-7 du code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R.541-8 du code de l'environnement.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R.543-3 à R.543-15 du code de l'environnement. Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations de traitement). Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballage visés par les articles R.543-66 à R.543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R.543-128-1 à R.543-131 du code de l'environnement relatives à l'élimination des piles et accumulateurs usagés.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R.543-137 à R.543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) mentionnés et définis aux articles R.543-171-1 et R.543-171-2 sont enlevés et traités selon les dispositions prévues par les articles R.543-195 à R.543-200 du code de l'environnement.

Les biodéchets produits font l'objet d'un tri à la source et d'une valorisation organique, conformément aux articles R.541-225 à R.541-227 du code de l'environnement.

ARTICLE 6.1.3 Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Article 6.1.3.1 Généralités

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Article 6.1.3.2 Zones de stockage des déchets d'extraction inertes internes

Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaires correspondantes.

La quantité de déchets d'extraction inerte entreposés sur le site ne dépasse pas les valeurs suivantes : 13 800 m³ de matériaux de découverte dont 3 400 m³ de terre végétale.

ARTICLE 6.1.4 Registre des déchets produits par l'établissement

L'exploitant tient à jour un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités (nature, tonnage, filière d'élimination, etc.). Il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ses déchets à un tiers. L'exploitant assure la traçabilité des déchets sortant de l'installation selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement.

Transport : Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R.541-50 à R.541-61 du code de l'environnement. La liste mise à jour des transporteurs utilisés

par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 6.1.5 Plan de gestion des déchets d'extraction

L'exploitant établit un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début d'exploitation.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant **tous les cinq ans** et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan.

Ce plan est transmis au préfet.

TITRE 7 – PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES ÉMISSIONS LUMINEUSES

Chapitre 7.1 Dispositions générales

ARTICLE 7.1.1 Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Véhicules et engins : Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R.571-1 à R.571-24 du code de l'environnement.

Appareils de communication : L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (tels que sirènes, avertisseurs, haut-parleurs) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Cette disposition ne fait pas obstacle à l'utilisation de dispositifs avertisseurs conformes aux normes en vigueur et imposés pour la prévention des accidents du travail lorsqu'aucun dispositif autre que sonore n'existe ou n'est efficace compte tenu des conditions de travail.

Chapitre 7.2 Niveaux acoustiques

ARTICLE 7.2.1 Valeurs Limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée(*).

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	Aucune activité autorisée sur cette période
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	

(*) Les zones à émergence réglementée sont définies à l'article 2.6.6 du présent arrêté.

ARTICLE 7.2.2 Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore admis en limite du périmètre autorisé	70 dB (A)	Aucune activité autorisée en période NUIT

ARTICLE 7.2.3 Tonalité marquée

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans la période diurne définie à l'article 7.2.2 du présent arrêté.

CHAPITRE 7.3 Émissions lumineuses

ARTICLE 7.3.1 Émissions lumineuses

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, les éclairages intérieurs sont éteints une heure au plus tard après la fermeture du site.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion. L'exploitant doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la

temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

TITRE 8 – PRÉVENTION DES RISQUES

Chapitre 8.1 Pollutions accidentelles

ARTICLE 8.1.1 Dispositif de rétention

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. Conception de la capacité de rétention :

- elle est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé,
- elle doit être construite suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite,
- elle est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir,
- si le fond de la cuvette de rétention n'est pas visible, la cuvette doit être équipée d'un point bas équipé d'une alarme.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le milieu naturel.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

III. Réservoirs

Les réservoirs de stockage sont identifiés ainsi que leur volume. Ils sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs

en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

IV. Canalisation - tuyauteries

Les canalisations sont installées à l'abri des chocs et donnent toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents/eaux pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement repérées, entretenues et contrôlées.

Les flexibles utilisés lors des transferts sont entretenus et contrôlés. En cas de mise à l'air libre, l'opération de transvasement s'arrête automatiquement.

V. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire ; les produits récupérés sont éliminés comme des déchets.

VI. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme, ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément aux dispositions du présent arrêté.

VII. Aire imperméabilisée associée à l'aire de lavage des véhicules

Opérations de ravitaillement/distribution en carburant

Toute opération d'alimentation en carburant des véhicules et engins sur les terrains nus du site de la carrière est interdite.

Opération d'entretien d'engins et véhicules :

- aucune opération d'entretien de véhicules ou engins, sauf accident, n'est autorisée sur les terrains graveleux de la carrière,
- seuls le petit entretien, le lavage des engins et le stationnement de véhicules légers sont autorisés sur l'aire imperméabilisée située au sud du site de carrière (en dehors du périmètre autorisé).

VIII. Les engins sont équipés de kits d'intervention qui contiennent le matériel approprié au traitement d'une pollution locale aux hydrocarbures ou à d'autres produits polluants. Les kits peuvent être stockés dans les ateliers ou dans les locaux s'ils sont rapidement et aisément accessibles.

IX. En cas de déversement de produits polluants sur le sol, l'exploitant procède à un décapage des sols. Les terres souillées sont traitées en tant que déchets dans une filière adaptée.

X. Un inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur, auquel est annexé un plan général des stockages, est tenu à jour.

Les fiches de données de sécurité des produits sont regroupées dans un recueil.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours et de l'inspection des installations classées.

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

XI. Confinement des eaux d'extinction

Des dispositions doivent être prises pour éviter tout **ruissellement direct** des eaux d'extinction d'incendie dans le sous-sol au niveau de l'aire imperméabilisée.

Chapitre 8.2 Prévention des incendies

ARTICLE 8.2.1 Identification des zones à risques

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées et des services d'incendie et de secours.

ARTICLE 8.2.2 Interdiction de feux

Dans les installations présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Dans ces installations recensées à risque, les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un plan de prévention et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le plan de prévention et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité en configuration standard d'exploitation, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure ; l'exploitant doit pouvoir en justifier.

ARTICLE 8.2.3 Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents

Font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées :

- les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer une pollution ou des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses ; elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de déconditionnement, conditionnement de produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation,
- les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents,
- et la conduite des installations dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien).

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer,
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre,
- l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu »,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations et convoyeurs (électricité),
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.

ARTICLE 8.2.4 Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention et de confinement.

Chapitre 8.3 Moyens de lutte contre l'incendie

ARTICLE 8.3.1 Définition générale des moyens

Les installations et équipements sont équipés de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation,
- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire.

L'exploitant met en œuvre des moyens d'intervention conformes à son étude de dangers. A *minima*, ces moyens permettent un débit minimum de 60 m³/h pendant 2 heures consécutives situés à moins de 100 m des installations à risques.

Ces moyens sont obtenus par la présence d'une aire d'aspiration. **Au plus tard le 1er février 2023**, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées l'avis du Service d'Incendie et de Secours (Groupement Prévision Opération – Service Défense Extérieure Contre l'Incendie) sur la conformité de cette aire.

Ces moyens sont complétés par une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre et des pelles.

Ces moyens doivent pouvoir être utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours qui doivent également disposer d'au moins un accès en permanence à l'établissement et aux installations/bâtiment/stockages pour permettre leur intervention.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'établissement même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'établissement.

ARTICLE 8.3.2 Entretien des moyens d'intervention

Les équipements de lutte contre l'incendie sont :

- conformes aux normes en vigueur, maintenus en bon état et **vérifiés au moins une fois par an** ; ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle,
- repérés et facilement accessibles,
- capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température et notamment en période de gel.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8.3.3 Alerte et information

Le site est doté de moyens permettant d'alerter rapidement les services d'incendie et de secours. En cas d'accident ou d'incident, l'inspection des installations classées doit être informée dans des délais brefs.

Chapitre 8.4 Vérification périodique des équipements

ARTICLE 8.4.1 Vérification périodique

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance :

- des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place,
- ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les installations électriques sont conçues, réalisées conformément aux normes et réglementations en vigueur. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont :

- réalisées conformément aux règles en vigueur,
- entretenues en bon état et vérifiées.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

TITRE 9 – CONDITION DE REMISE EN ÉTAT

Chapitre 9.1 Cessation d'activité

ARTICLE 9.1.1 Arrêt des travaux d'extraction

L'extraction des matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée 1 an avant la fin de la présente autorisation. Cette période étant réservée à la finalisation des travaux de remise en état.

Chapitre 9.2 Remise en état du site

ARTICLE 9.2.1 Conditions générales

La remise en état est coordonnée à l'exploitation.

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu et conformément aux engagements pris dans son dossier de demande d'autorisation susvisé.

Les panneaux avertissant des dangers du site et les dispositifs de clôture doivent être maintenus.

ARTICLE 9.2.2 Nature de la remise en état

Remise en état à vocation écologique.

La remise en état est réalisée conformément au plan de remise en état finale en annexe 9 du présent arrêté.

L'exploitant est tenu de supprimer toute structure et engins n'ayant plus d'utilité.

Tous les déchets doivent être éliminés conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 9.2.3 Description de la remise en état

Le site de la carrière se décompose en 3 secteurs :

- le plan d'eau, secteur d'extraction de matériaux,
- les installations de traitement des matériaux et le stockage temporaire de matériaux,
- la plate-forme technique avec le local technique, l'ancien parking, décanteur-séparateur d'hydrocarbures associé à l'aire de lavage des engins.

Les principaux aménagements de remise en état consistent :

Localisation	Aménagement
Sud, Sud-Ouest et Sud-Est du périmètre autorisé	Conservation du réaménagement existant (absence de travaux d'extraction)
Fronts de taille hors d'eau	Talutage des fronts au Nord, à l'Est et à l'Ouest du site présentant des pentes diverses pour permettre l'implantation d'espèces animales et végétales variées Ensemencer et végétaliser avec des espèces locales (cf. MR1 article 2.1.2.2 du présent arrêté)
Bande périphérique de 10 m	Boisement sur l'ensemble du périmètre du site
Berges du plan d'eau de la carrière	Le tracé des rives doit éviter les formes linéaires
Angle Nord-Ouest du plan d'eau de la carrière	Zone de haut-fond de 130 m de long sur une largeur maximale de 36 m, pente 1/10, ensemencé par espèces aquatiques adaptées (roselière)
Angle Sud-Ouest du plan d'eau de la carrière	Zone de haut-fond de 140 m de long sur une largeur maximale de 27 m, ensemencé par espèces aquatiques adaptées (roselière)
Angle Nord-Est du plan d'eau de la carrière	Berge graveleuse de 1000 m ² minimum avec des mares temporaires destinées à la reproduction des amphibiens
Ouest du plan d'eau de la carrière	presqu'île graveleuse de 1300 m ²
Au Sud-Est du plan d'eau de la carrière	presqu'île graveleuse de 400 m ²
Autour du plan d'eau de la carrière	Chemin à sec, au-dessus de la cote 213 m NGF
Nord-Ouest du périmètre autorisé	2 talus sableux avec une pente de 45° pour les

	hirondelles
1 au Nord-Ouest de la carrière 2 à l'Est du site	3 Hibernacula proches des fourrés tempérés

TITRE 10 – ÉCHÉANCES

ARTICLE 10.1 Échéances (non exhaustifs)

Articles	Type de mesure à prendre	Date d'échéance
1-2-2	Droit d'extraire	9 juin 2031
1-2-2	Achèvement de la remise en état	9 juin 2032
1-2-2	Droit d'exploiter	9 juin 2032
1-4-3	Attestation de constitution de garanties financières	Dans un délai de 1 mois après notification de l'arrêté d'autorisation
2-1-2-2 à 2-1-2-3	Mesures en faveur de la protection et du développement de la biodiversité (Évitement, Réduction, Accompagnement, Suivi)	Voir l'article
2-6-6	Surveillance des niveaux sonores	6 mois à compter de la notification du présent arrêté
3-2-1 à 3-2-3	Mise à jour du plan d'exploitation et réalisation des coupes / profils	Annuel
3-3-1	Échéances du phasage d'extraction	Voir l'article
3-3-2	Matérialisation des limites de sécurité	Avant le début de travaux de chaque phase d'exploitation
3-3-3	État avancement remise en état	6 mois avant l'échéance ou au plus tard à l'échéance de la période d'exploitation considérée
3-5-2-2	Reconstitution des banquettes périphériques	Zones 1, 2 et 4 terminées le 31/12/2022 Zone 3 terminée le 30/04/2025
6-1-5	Révision du plan de gestion des déchets d'extraction	Tous les 5 ans
8-3-1	Conformité aire d'aspiration	au plus tard le 31 décembre 2022

ARTICLE 10.2 Contrôles à effectuer (non exhaustifs)

Articles	Contrôles à effectuer	Périodicité du contrôle
2-1-2-3	Mesure de suivi séquence ER	Voir article
2-6-4-1 et 5-3-5	Surveillance eaux de ruissellement - aire imperméabilisée	Annuel
2-6-4-2 et 5-5-4	Surveillance de la qualité des eaux souterraines	Semestrielle
2-6-6, 7-2-1 et 7-2-2	Contrôle des émissions sonores	Quinquennale
3-1-3	Clôture	Voir article
5-2-2 et	Contrôle/entretien des ouvrages de traitement	A minima, au moins 1 fois par an

5.3.3	des eaux	
5-4-1	Surveillance du niveau du plan d'eau	Biannuel
8-3-2	Contrôle du bon état de fonctionnement des moyens de lutte contre l'incendie	Annuelle
8-4-1	Maintenance du matériel	Réglementation en vigueur

TITRE 11 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS - PUBLICITÉ – EXÉCUTION

ARTICLE 11.1 Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Strasbourg :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de l'arrêté sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 11.2 Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Baldersheim, lieu d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Baldersheim pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin, pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 11.3 Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le Maire de Baldersheim sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée à la société Ganter Lavigne Extraction.

À Colmar, le **- 2 FEV. 2023**

Le préfet
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT

Annexes

Liste des annexes

- Annexe 1 – Plan du site et parcellaire
- Annexe 2 – Schéma de calcul d'estimation des garanties financières de remise en état
- Annexe 3 – Modalité de suivi des mesures ER
- Annexe 4 – Localisation des ZER et points de mesure des niveaux sonores
- Annexe 5 – Phasage d'extraction
- Annexe 6 – Localisation banquettes historiques
- Annexe 7 – Localisation des zones 1 à 4
- Annexe 8 – Ouvrages de surveillance des eaux souterraines
- Annexe 9 – Plan de remise en état